

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Motril, le 31 juillet 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
V. VAN PETEGHEM

Pour le Ministre de la Justice absent,  
La Ministre de l'interieur,  
A. VERLINDEN

Note

(1) Chambre des représentants ([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be))  
Documents : K55-3342  
Compte rendu intégral : 19 et 20 juillet 2023

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Motril, 31 juli 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
V. VAN PETEGHEM

Voor de Minister van Justitie afwezig,  
De Minister van Binnenlandse Zaken  
A. VERLINDEN

Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers ([www.dekamer.be](http://www.dekamer.be))  
Stukken : K55-3342  
Integraal verslag : 19 en 20 juli 2023

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2023/44648]

**16 JUILLET 2023. — Loi modifiant le loi du 15 mai 2007 relative à la Sécurité civile (1)**

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

**Art. 2.** Dans l'article 4 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, les mots "du Centre fédéral de connaissances pour la sécurité civile," sont abrogés.

**Art. 3.** À l'article 80 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "le conseil" sont remplacés par les mots "le collège";

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit:

"§ 3. Dans le cas visé au § 2, l'indemnité est octroyée au comptable spécial faisant fonction."

**Art. 4.** Dans l'article 82 de la même loi, le paragraphe 3 est abrogé.

**Art. 5.** L'article 90 de la même loi, modifié par la loi du 9 novembre 2015, est complété par un alinéa rédigé comme suit:

"Les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 sont d'application aux arrêtés du gouverneur visés aux articles 136 à 139 et 142 et à l'arrêté du ministre visé aux articles 141 et 142."

**Art. 6.** Dans l'article 165, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2:

"Le membre du personnel qui, en raison de sa qualité de membre du personnel, est victime d'un acte d'agression, que ce soit au cours de l'exercice de ses fonctions ou non, a droit à l'assistance en justice d'un avocat à charge de la zone ou de l'Etat."

**Art. 7.** Dans le titre V de la même loi, il est inséré un article 166/1 rédigé comme suit:

"Art. 166/1. La zone est subrogée de plein droit dans les droits et actions des bénéficiaires à l'égard de tiers responsables, à concurrence des montants dépensés à charge de la zone, pour les frais médicaux, pour les traitements médicaux, allocations et indemnités déboursés en faveur du membre du personnel pendant la période d'absence pour motif de santé qui résulte de l'acte dommageable et pour tous les autres frais supportés par la zone."

Cette subrogation vaut pour la totalité des sommes qui sont dues en vertu de la législation belge ou étrangère, en réparation totale ou partielle du dommage causé au membre du personnel par les tiers responsables."

#### FEDERALE OVERHEIDS Dienst BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2023/44648]

**16 JULI 2023. — Wet tot wijziging van 15 mei 2007 inzake civiele veiligheid (1)**

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekraftigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 4 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid worden de woorden "het federaal Kenniscentrum voor de civiele veiligheid" opgeheven.

**Art. 3.** In artikel 80 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "de raad" vervangen door de woorden "het college";

2° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

"§ 3. In het in § 2 bedoelde geval wordt de vergoeding toegekend aan de waarnemende bijzondere rekenplichtige."

**Art. 4.** In artikel 82 van dezelfde wet wordt paragraaf 3 opgeheven.

**Art. 5.** Artikel 90 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 9 november 2015, wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Het eerste en het tweede lid zijn van toepassing op de besluiten van de gouverneur bedoeld in de artikelen 136 tot 139 en 142 en op het besluit van de minister bedoeld in de artikelen 141 en 142."

**Art. 6.** In artikel 165, § 1, van dezelfde wet, wordt tussen de eerste alinea en de tweede alinea, een alinea ingevoegd, luidende:

"Het personeelslid dat omwille van zijn hoedanigheid van personeelslid, slachtoffer wordt van een daad van agressie, tijdens de uitoefening van zijn functie of erbuiten, heeft recht op rechtshulp van een advocaat ten laste van de zone of de Staat."

**Art. 7.** In titel V van dezelfde wet wordt een artikel 166/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 166/1. De zone treedt van rechtswege in de rechten en de vorderingen van de begunstigden ten opzichte van aansprakelijke derden, ten behoeve van de bedragen die ten laste van de zone zijn uitgegeven, voor de medische kosten, voor de geneeskundige behandelingen, de wedden, toelagen en vergoedingen die ten gunste van het personeelslid uitgegeven zijn tijdens de periode van afwezigheid om gezondheidsredenen die het gevolg is van de schadeverwekkende handeling en voor alle andere door de zone gedragen kosten."

Deze indeplaatsstelling geldt voor het geheel van de bedragen die, krachtens de Belgische of buitenlandse wetgeving, zijn verschuldigd als gehele of gedeeltelijke vergoeding van de schade die het personeelslid door toedoen van de aansprakelijke derden heeft opgelopen."

**Art. 8.** Dans la même loi, il est inséré un titre VII/1 intitulé:

“Titre VII/1. – Du comité stratégique fédéral pour les zones de secours”.

**Art. 9.** Dans le titre VII/1, inséré par l'article 8, il est inséré un article 174/1 rédigé comme suit:

“Art. 174/1. § 1<sup>er</sup>. Le comité stratégique fédéral pour les zones de secours est créé au sein du Service public fédéral Intérieur et placé sous l'autorité directe du ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions.”

§ 2. Le comité stratégique fédéral pour les zones de secours assure la coordination de l'exécution de la note de politique générale du ministre en matière de zone de secours.

Pour ce faire, le comité stratégique fédéral pour les zones de secours:

- propose des objectifs stratégiques au ministre;
- assure le suivi de la mise en œuvre des actions fixées pour l'organe national représentatif des zones de secours visé à l'article 175.

§ 3. Le comité stratégique fédéral pour les zones de secours est composé paritairement de représentants de la Direction générale de la Sécurité civile du Service public fédéral Intérieur et de représentants de l'organe national représentatif des zones de secours.

§ 4. Le Roi fixe les modalités de la composition et du fonctionnement du comité stratégique fédéral pour les zones de secours.”.

**Art. 10.** L'intitulé du titre VIII de la même loi, modifié par la loi du 2 mai 2019, est remplacé par ce qui suit:

“Titre VIII. – De l'organe national représentatif des zones de secours”.

**Art. 11.** L'article 175 de la même loi, modifié par la loi du 2 mai 2019, est remplacé par ce qui suit:

“Art. 175. § 1<sup>er</sup>. L'organe national représentatif des zones de secours est créé au sein du Service public fédéral Intérieur et placé sous l'autorité directe du ministre de l'Intérieur.”

§ 2. L'organe est chargé de contribuer aux activités de recherche et d'analyse au sujet et au profit des zones de secours.

Le ministre et le comité stratégique fédéral pour les zones de secours visé à l'article 174/1 déterminent les actions à exécuter par l'organe dans le cadre de ses missions.

§ 3. Le Roi fixe les missions et la structure de l'organe national représentatif des zones de secours. Le Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, le Network Brandweer institué au sein de l'ASBL Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten et l'ASBL Réseau des zones de secours situées en Région wallonne sont associés à la composition de la structure de cet organe.”.

**Art. 12.** Dans l'article 175/1, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, inséré par la loi du 29 décembre 2010 et modifié par les lois du 21 décembre 2013 et du 15 juillet 2018, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2:

“Le Roi détermine les conditions d'octroi des subventions, aux centres de formation pour la sécurité civile agréés, pour les formations qu'ils organisent pour les cadets pompiers et pour les élèves de l'enseignement secondaire qui suivent la filière d'études “Défense et Sécurité”.”.

**Art. 13.** À l'article 175/4 de la même loi, inséré par la loi du 17 mai 2017, les modifications suivantes sont apportées:

a) le 5<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit:

“5<sup>o</sup> coopérer avec l'organe national représentatif des zones de secours pour les procédures opérationnelles standardisées;”

b) l'article est complété par le 6<sup>o</sup> rédigé comme suit:

“6<sup>o</sup> coopérer avec la Direction générale de la Sécurité civile du Service public fédéral Intérieur pour la formation, l'entraînement et les exercices.”.

**Art. 14.** À l'article 175/6 de la même loi, inséré par la loi du 17 mai 2017, les modifications suivantes sont apportées:

a) le 11<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit:

“11<sup>o</sup> d'un représentant de la Direction générale de la Sécurité civile;

**Art. 8.** In dezelfde wet wordt een titel VII/1 ingevoegd luidende:

“Titel VII/1. – Federaal strategisch comité voor de hulpverleningszones”.

**Art. 9.** In titel VII/1, ingevoegd bij artikel 8, wordt een artikel 174/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 174/1. § 1. Het federaal strategisch comité voor de hulpverleningszones wordt opgericht binnen de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken en geplaatst onder het rechtstreekse gezag van de minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken.”

§ 2. Het federaal strategisch comité voor de hulpverleningszones staat in voor de coördinatie van de uitvoering van de algemene beleidsnota van de minister inzake de hulpverleningszones.

Hiervoor doet het federaal strategisch comité voor de hulpverleningszones het volgende:

- strategische doelstellingen voorstellen aan de minister;
- de uitvoering van de voor het in artikel 175 bedoelde nationaal orgaan voor de hulpverleningszones vastgelegde acties opvolgen.

§ 3. Het federaal strategisch comité voor de hulpverleningszones is paritair samengesteld uit vertegenwoordigers van de Algemene Directie Civiele Veiligheid van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken en uit vertegenwoordigers van het nationaal orgaan voor de hulpverleningszones.

§ 4. De Koning bepaalt de nadere regels voor de samenstelling en de werking van het federaal strategisch comité voor de hulpverleningszones.”.

**Art. 10.** Het opschrift van titel VIII van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 2 mei 2019, wordt vervangen als volgt:

“Titel VIII. – Nationaal orgaan voor de hulpverleningszones”.

**Art. 11.** Artikel 175 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 2 mei 2019, wordt vervangen als volgt:

“Art. 175. § 1. Het nationaal orgaan voor de hulpverleningszones wordt opgericht binnen de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken en geplaatst onder het rechtstreekse gezag van de minister van Binnenlandse Zaken.”

§ 2. Het orgaan heeft als taak een bijdrage te leveren aan de onderzoeks- en analysewerkzaamheden met betrekking tot en ten behoeve van de hulpverleningszones.

De minister en het in artikel 174/1 bedoelde federaal strategisch comité voor de hulpverleningszones leggen de acties vast die door het orgaan in het kader van zijn opdrachten worden uitgevoerd.

§ 3. De Koning bepaalt de opdrachten en de structuur van het nationaal orgaan voor de hulpverleningszones. De Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, het Network brandweer opgericht binnen de vzw Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten en de vzw Réseau des zones de secours situées en Région wallonne worden betrokken bij de samenstelling van de structuur van dit orgaan.”.

**Art. 12.** In artikel 175/1, § 1, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 29 december 2010 en gewijzigd bij de wetten van 21 december 2013 en van 15 juli 2018, wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende:

“De Koning bepaalt de voorwaarden voor de toekenning van subsidies aan de erkende opleidingscentra voor de civiele veiligheid voor de opleidingen die zij organiseren voor de brandweerkadetten en de leerlingen van het secundair onderwijs die de studierichting “Defensie en Veiligheid” volgen.”.

**Art. 13.** In artikel 175/4 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 17 mei 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de bepaling onder 5<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt:

“5<sup>o</sup> samen te werken met het nationaal orgaan voor de hulpverleningszones voor de standaard operationele procedures;”

b) het artikel wordt aangevuld met de bepaling onder 6<sup>o</sup>, luidende:

“6<sup>o</sup> samen te werken met de Algemene Directie Civiele Veiligheid van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken voor de opleiding, training en oefening.”.

**Art. 14.** In artikel 175/6 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 17 mei 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de bepaling onder 11<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt:

“11<sup>o</sup> een vertegenwoordiger van de Algemene Directie Civiele Veiligheid;”

b) l'article est complété par le 12° rédigé comme suit:

“12° d'un représentant de l'organe national représentatif des zones de secours”.

**Art. 15.** Dans le texte néerlandais de l'article 181, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la même loi, remplacé par la loi du 21 décembre 2013, le mot “afgevaardigde” est chaque fois remplacé par le mot “gemachtigde”.

**Art. 16.** L'article 187, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi est complété par la phrase suivante:

“Les dispositions du livre premier du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions prévues au présent alinéa.”.

**Art. 17.** Cette loi entre en vigueur le dixième jour suivant le jour de sa publication dans le *Moniteur belge*, à l'exception des articles 8 à 11 et 13 et 14.

Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des articles 8 à 11 et 13 et 14.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 16 juillet 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,

A. VERLINDEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

Note

(1) Chambre des représentants :

([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be))

Documents : 55-3414 (2022/2023)

Compte rendu intégral : 29 juin 2023

b) het artikel wordt aangevuld met de bepaling onder 12°, luidende: “12° een vertegenwoordiger van het nationaal orgaan voor de hulpverleningszones”.

**Art. 15.** In artikel 181, § 1, eerste lid, en § 2, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 21 december 2013, wordt het woord “afgevaardigde” telkens vervangen door het woord “gemachtigde”.

**Art. 16.** Artikel 187, eerste lid, van dezelfde wet wordt aangevuld met de volgende zin:

“De bepalingen van boek 1 van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op de misdrijven bepaald in dit lid.”.

**Art. 17.** Deze wet treedt in werking de tiende dag volgend op de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de artikelen 8 tot 11 en 13 en 14.

De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van de artikelen 8 tot 11 en 13 en 14.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 16 juli 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. VERLINDEN

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

Nota

(1) Kamer van Volksvertegenwoordigers :

([www.dekamer.be](http://www.dekamer.be))

Documenten : 55-3414 (2022 /2023)

Integraal verslag : 29 juni 2023

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2023/42027]

**16 JANVIER 2022.** — Arrêté royal modifiant l'article 71 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. — Traduction allemande

Le texte qui suit constitue la traduction en langue allemande de l'arrêté royal du 16 janvier 2022 modifiant l'article 71 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat (*Moniteur belge* du 4 février 2022).

Cette traduction a été établie par le Service central de traduction allemande à Malmedy.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2023/42027]

**16 JANUARI 2022.** — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 71 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State. — Duitse vertaling

De hierna volgende tekst is de Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 16 januari 2022 tot wijziging van artikel 71 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State (*Belgisch Staatsblad* van 4 februari 2022).

Deze vertaling is opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling in Malmedy.

## FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST INNERES

[C – 2023/42027]

**16. JANUAR 2022.** — Königlicher Erlass zur Abänderung von Artikel 71 des Erlasses des Regenten vom 23. August 1948 zur Festlegung des Verfahrens vor der Verwaltungsstreitsachenabteilung des Staatsrates — Deutsche Übersetzung

Der folgende Text ist die deutsche Übersetzung des Königlichen Erlasses vom 16. Januar 2022 zur Abänderung von Artikel 71 des Erlasses des Regenten vom 23. August 1948 zur Festlegung des Verfahrens vor der Verwaltungsstreitsachenabteilung des Staatsrates.

Diese Übersetzung ist von der Zentralen Dienststelle für Deutsche Übersetzungen in Malmedy erstellt worden.